

David Rey, président du SER

## Le billet du président du SER

# Comité égalité



### Vers une approche systémique de l'inclusion dans l'éducation

Réuni à Bucarest les 16 et 17 mars 2026, le comité permanent pour l'égalité de l'European Trade Union Committee for Education, auquel j'ai participé, a consacré ses travaux à un enjeu central: adapter les politiques éducatives et syndicales aux transformations sociales, technologiques et politiques qui redéfinissent aujourd'hui les questions d'égalité. Au fil des échanges, j'ai été frappé par un constat partagé: celui d'un décalage persistant entre les ambitions affichées et la réalité des systèmes éducatifs.

### Inclusion et diversité: des écarts qui perdurent

Les premières discussions ont porté sur l'inclusion des élèves et des personnels issus de la migration ou en situation de refuge. Les progrès réalisés dans différents cadres européens sont réels, mais ils restent inégalement traduits dans les pratiques. J'ai pu mesurer, dans plusieurs interventions, combien l'écart entre recommandations et mise en œuvre concrète demeure un point de tension majeur. L'accueil digne de ces publics dépend encore trop souvent de la bonne volonté locale et de ressources insuffisantes.

La même réalité s'impose concernant l'inclusion des personnes à besoins spécifiques. Le principe d'une éducation inclusive en milieu ordinaire est largement affirmé, mais sa mise en œuvre se heurte à des obstacles structurels persistants: manque de moyens, formation insuffisante et conditions de travail qui continuent de

se dégrader. Derrière le consensus de principe, c'est la capacité effective des systèmes à assumer leurs choix qui est questionnée.

### Des menaces diffuses mais bien réelles

Un autre volet des travaux a porté sur les transformations contemporaines qui affectent les conditions mêmes de l'égalité. La montée des discours de haine, de la désinformation et des pressions idéologiques sur les contenus éducatifs constitue désormais une préoccupation centrale. Ces phénomènes, parfois diffus, fragilisent pourtant directement les missions de l'école.

Les débats sur l'intelligence artificielle ont renforcé ce constat. Les questions des biais algorithmiques, de la protection des données et de l'impact de ces technologies sur les pratiques pédagogiques ont suscité de nombreuses inquiétudes. J'ai retenu une exigence largement partagée: celle de ne pas laisser ces outils se déployer sans implication forte des professionnels de l'éducation, au risque de voir se renforcer des logiques d'inégalités déjà à l'œuvre.

Dans le même mouvement, la réflexion sur les curricula a mis en évidence un point essentiel: les contenus d'enseignement ne sont pas neutres. Ils véhiculent des représentations, des normes et des « récits » qui contribuent soit à réduire, soit à reproduire les inégalités.

### Former, soutenir et reconnaître le travail réel

La formation des enseignants est apparue comme un levier incontournable, mais insuffisant à lui seul. Plusieurs

expériences ont été présentées dans le champ de l'éducation inclusive et de la lutte contre les discriminations. Elles confirment la nécessité d'une formation continue solide, mais aussi la limite des dispositifs lorsqu'ils ne s'accompagnent pas d'un soutien structurel réel dans les établissements.

Dans ce contexte, le rôle des organisations syndicales a été réaffirmé avec force. Leur action ne peut se limiter à la défense des conditions de travail: elle doit aussi s'inscrire dans la construction active de politiques éducatives fondées sur l'égalité et la justice sociale. Cette articulation entre conditions concrètes et ambitions politiques traverse l'ensemble des discussions.

### Une approche systémique qui oblige à agir

Au terme de la réunion, une orientation claire s'est dégagée: la nécessité de dépasser les approches fragmentées pour penser l'égalité de manière systémique, en articulant les dimensions sociales, pédagogiques et politiques.

Les travaux de Bucarest ne se limitent donc pas à un état des lieux. Ils rappellent une exigence que, pour ma part, je considère comme centrale: si les principes d'égalité et d'inclusion font largement consensus, leur mise en œuvre reste encore trop inégale et trop dépendante des contextes locaux. Entre les intentions politiques et la réalité des classes, l'écart demeure important.

C'est précisément sur cet écart qu'il devient urgent d'agir de manière plus cohérente et systémique. Sans cela, nous continuons à affirmer des principes que le terrain peine à incarner pleinement. Pour ma part, je vois dans cet enjeu une responsabilité collective à assumer, sans détour.

## Chiffres du mois

En 2025, les salaires réels en Suisse ont augmenté de 1,6%, enregistrant leur plus forte hausse depuis seize ans. Pourtant, les salaires restent bas dans les secteurs les plus touchés par la pénurie de personnel.

# 1,6%

À la fin du mois de mars 2026, le nombre de contrats d'apprentissage qui avaient été signés dans toute la Suisse. La Bourse suisse des places d'apprentissage affichait encore quelque 20 000 places vacantes pour la rentrée 2026/27.

# 42 000

